

Conclusion générale

Il y a sûrement un avenir forestier pour certaines terres agricoles des plaines méditerranéennes

par Christian DUPRAZ,

Abandon de terres agricoles fertiles : en France méditerranéenne, le conditionnel n'est plus de mise

Les témoignages recueillis, les visites de terrain effectuées lors de la tournée en Vaucluse, les connaissances préalables des participants dans d'autres départements (Pyrénées Orientales, Aude, Hérault) concordent : des agriculteurs arrêtent d'exploiter de très bonnes terres, et ne sont pas remplacés. Les propriétaires de ces parcelles (non constructibles) envisagent délibérément la conversion vers des plantations forestières. Remplacer des cultures maraîchères ou fruitières, des vignobles ou des céréales par des arbres à bois surprend toujours, et particulièrement nos collègues étrangers.

Le phénomène reste circonscrit à certaines zones géographiques. Non signalé dans les départements côtiers de Provence (y reste-t-il des terres agricoles non soumises à la spéculation foncière ?), il est repéré dans les zones de maraîchage et d'arboriculture fruitière (Vaucluse, Drôme, Gard). Il est surtout manifeste dans les zones d'arrachage viticole du Languedoc-Roussillon (Hérault, Aude, Pyrénées Orientales) et dans les petites plaines cultivées imbriquées dans les cantons de l'arrière-pays. Le repérage statistique des surfaces concernées est très délicat.

Un retournement de situation est toujours possible. Demain peut-être une situation économique et politique différente conduira-t-elle à un renversement total de tendance, avec redéploiement des activités d'agriculture vivrière sur l'ensemble du territoire cultivable. Pour l'instant, les faits sont têtus :

Un réel désarroi chez les propriétaires fonciers

Voici un terrain cultivable fertile. Son propriétaire ne peut plus l'exploiter lui-même. Il ne trouve pas de preneur, ou, plus fréquemment, refuse d'accorder un bail agricole (attitude éminemment méditerranéenne !). Il paye des impôts fonciers élevés, cotise à la mutualité sociale agricole, craint un lourd prélèvement au moment de la transmission à des descendants.

Le boisement s'impose à lui, par esprit de révolte parfois, par lassitude et découragement souvent. De plus en plus, un simple calcul économique tenant compte des dispositions en vigueur pour l'incitation à la plantation suffit à faire la décision. Le refus du développement d'une friche sur ces terrains (forte pression sociale s'il a conservé des liens avec le village), l'amour des arbres peut-être (voilà probablement un adhérent de Forêt Méditerranéenne !) peuvent jouer en ce sens.

Dans la majorité des cas, il ne s'agira pas d'un choix positif, mais d'un pis-aller. A la réflexion, certains argumenteront sur la constitution progressive d'un capital sur pied, sur le rôle de protection ou d'agrément du boisement réalisé. L'évasion fiscale demeure généralement le motif majeur, et justifie des reboisements... vite faits, mal faits.

Que pouvons-nous proposer, dans ces situations ?

Place à l'imagination et au risque

Pour des raisons biologiques et économiques qui ont été détaillées, il ne faut pas transposer sur ces terres agricoles la philosophie et les techniques des reboisements forestiers traditionnels. Voilà au moins un consensus !

Alors quelles propositions concrètes ?

Trois options ont été documentées :

- rotations intensives à court terme (5 à 20 ans) par la populiculture intensive ou des taillis à courte révolution, sur les terrains pourvus d'une nappe accessible aux racines,

- culture de feuillus à bois précieux avec un objectif de qualité maximale (tranchage, voire déroulage),

- culture de résineux à croissance rapide avec ici aussi un objectif de qualité maximale pour du bois d'œuvre.

A idées neuves, pratique hésitante ! Tout propriétaire qui crée un boisement sur une terre agricole doit savoir qu'il prend un risque non évaluable aujourd'hui. Cela tient :

- à la jeunesse des recherches en cours, et surtout à leur faiblesse en moyens et en hommes. Une petite poignée de chercheurs travaillent sur ce thème, et aucun ne peut s'y consacrer entièrement. Pour l'instant, les collectivités territoriales ne soutiennent pas ces travaux. Même en cherchant à valoriser tout ce qui peut l'être dans les travaux réalisés ailleurs, on ne fera pas l'économie d'expérimentations spécifiquement méditerranéennes.

- aux difficultés rencontrées par les agents de développement, qui n'ont ni référentiel technique éprouvé, ni volonté politique de référence. L'effort remarquable des Centres régionaux de la Propriété Forestière est

à signaler, mais les liens avec les Chambres d'Agriculture sont ténus.

-aux difficultés d'expertise forestière des terres agricoles (quelles potentialités, donc quelle valeur vénale pour des processus de réorganisation foncière ?).

-à l'incompatibilité entre ces options de valorisation du foncier par les cultures d'arbres à bois et les systèmes d'exploitation agricoles méditerranéens. Différentes possibilités d'intégration de ces plantations dans les systèmes de culture ont été évoquées : raccourcissement des rotations (mais il y a des limites !), aides en trésorerie, plantations à large espacement avec cultures intercalaires (permettant de concilier la permanence d'un revenu agricole annuel avec la constitution progressive d'un capital sur pied), association arbres/troupeaux... Il est prioritaire d'identifier des stratégies qui évitent de générer des conflits liés à des reboisements parachutés.

La terminologie devrait évoluer pour exprimer cette philosophie d'intégration de la culture d'arbres à bois dans les systèmes de culture : culture ligneuse spécialisée, vergers d'arbres à bois (non fruitiers), cultures associées arbres-plantes annuelles...

Il faut aménager la réglementation

L'abandon de terres agricoles riches est un révélateur local d'une mutation profonde qui dépasse largement la zone méditerranéenne. Les déterminants majeurs sont hors d'atteinte pour les élus. Il est bien difficile dans ces conditions d'afficher une volonté politique à l'échelon local.

Le risque est pourtant perçu clairement d'une évolution spontanée vers un mitage du terroir cultivé par des initiatives individuelles de boisement. Les récentes dispositions du Fond Forestier National tentent d'éviter ce risque : elles autorisent les plantations à large espacement avec certaines essences feuillues, mais réservent l'éligibilité aux aides aux plantations d'une surface minimale de 10 ha d'un seul tenant, à moins que les parcelles plantées ne complètent à 10 ha au moins un massif existant. De telles dispositions interdisent toute aide au reboisement sur la majeure partie des parcelles candidates des plaines méditerranéennes.

Certains propriétaires échappent délibérément à tout contrôle par suite du refus de demander des subventions. La limitation des situations où le reboisement peut être aidé ne suffit pas à s'opposer à un éventuel dérapage. Certes le niveau élevé du risque économique dû à l'insuffisance du référentiel technique n'est pas incitatif. Et la faible diffusion d'information sur le sujet limite les initiatives. En faisant le point ici, nous contribuerons peut-être à une accélération des évolutions en cours. Pourtant divers outils réglementaires permettraient de circonscrire rapidement les problèmes : zonage agriculture-forêt, interdictions de boisement, réaménagement foncier par échanges de parcelles entre zones boisables et non boisables.

Mais avons-nous encore le choix ? La politique de soutien aux reboisements dirigée depuis Bruxelles est très incitative. Dans cette situation, nous pouvons faire les propositions suivantes d'aménagements législatifs et réglementaires :

-réduction de l'aide financière pour l'installation du

boisement mais augmentation des aides financières pour l'entretien et la conduite des peuplements installés (il faut éviter des plantations alibi sans avenir).

-assimilation de la présence d'un troupeau dans une parcelle plantée d'arbres à bois à une opération culturale, avec mise à disposition gratuite pour l'éleveur, et maintien des avantages fiscaux liés à la culture d'arbre pour le propriétaire : statut forestier pour la parcelle (exonération de l'impôt foncier, régime de transmission par héritage). L'inclusion de la parcelle dans l'assiette des cotisations sociales de l'éleveur devrait être faite au prorata de la productivité fourragère de la parcelle comparée à une parcelle sans arbres.

-facilitation des procédures de transmission par héritage ou vente de peuplements d'arbres jeunes, assortie d'engagements d'entretien par le repreneur. La mise en place d'un véritable marché de peuplements forestiers jeunes permettrait de lever le frein majeur à l'investissement forestier, et tendrait à assimiler la culture d'arbres à une culture agricole : il y aurait possibilité de vente à tout moment de la parcelle plantée, y compris un ou deux ans après sa plantation. Cela nécessiterait la mise au point de procédures d'expertise de la valeur vénale d'un peuplement jeune sur pied.

D'autres propositions plus spectaculaires ont été évoquées : ainsi la dissociation, pour les transactions, du fond de terre et du peuplement d'arbres sur pied, permettrait la vente des arbres jeunes sans vendre le fond de terre. D'insolubles conséquences juridiques seraient à craindre. La suppression du bénéfice de l'exonération trentenaire de l'impôt foncier serait alors logique (elle est réclamée par certains élus des instances professionnelles agricoles). Seule une étude approfondie de telles dispositions permettrait de conclure.

France, terre d'exception ?

La situation telle que nous l'avons décrite est-elle propre à la France ?

Nous lançons ici un appel à nos collègues des autres pays méditerranéens. Que se passe-t-il chez vous en ce domaine ? Des contacts informels nous indiquent par exemple qu'en Grèce la situation est différente : aucune déprise agricole n'est signalée sur les terres cultivables, mais les avis concordent pour envisager une convergence rapide des situations avec l'intégration progressive du marché intérieur européen. Ailleurs, au Maghreb par exemple, un contexte économique radicalement différent ne laisserait aucune place à ce type d'évolution.

La plaine contre l'arrière-pays ?

Une crainte bien compréhensible est apparue : n'y a-t-il pas un risque supplémentaire de marginalisation des zones à faibles potentialités si les productions forestières sont récupérées par des terres fertiles des zones de plaine ?

Un élément de réponse peut être avancé : les différentes propositions techniques ne sont pas équivalentes de ce point de vue. Oui, les cultures ligneuses spécialisées peuvent concurrencer la collecte de bois

dans les peuplements résineux de montagne (Les papetiers ne cachent pas leur souhait de diminution des frais de collecte par rapprochement des arbres de l'usine). Non, la populiculture ou les feuillus précieux ne concurrencent pas la montagne, puisqu'ils sont sur un créneau totalement différent (ils concurrencent plutôt les importations de grumes tropicales).

Vers de nouveaux paysages

Nous avons imaginé un nouveau paysage. Où

l'espace boisé ne serait pas la forêt traditionnelle, mais des cultures soignées d'arbres, avec des objectifs économiques précis. Il ne s'agit pas de remplacer une surproduction par une autre. Le créneau de la qualité des produits s'impose, à la fois pour valoriser les potentialités de ces terrains, pour limiter les risques économiques de l'investisseur, et pour se placer dans une perspective cohérente d'aménagement de l'espace. Créer une forêt médiocre, donc non motivante, donc non entretenue, donc dangereuse pour les voisins (incendies) serait une grave erreur. Souhaitons que notre réflexion commune contribue à l'émergence d'une véritable politique en la matière.

Liste des participants du groupe Zones basses, plaines et vallées.

Joseph Armangué : Syndicat des propriétaires forestiers
Pyrénées Orientales
17 av. de la Grande Bretagne
66000 Perpignan

Magatte Ba : Etudiante D.E.A. Avignon

Alain Bailly : AFOCEL - F.A.O.
Quartier Saillans
26120 Malissard

José Carlos Barrio de Pedro :
Université de Madrid
C/San Sinerio 3 - 5° b
28025 Madrid

Mohamed Benabdelhaken :
Station I.N.R.F.
Tlemcen - Algérie

Brahim Ben Salem : F.A.O.
Viale delle terme di Caracella
00100 Roma - Italie

Jean-Luc Bonnefoy : Université Aix-Marseille II

Jacques Carava : Etudiant D.E.A.
Université Grenoble

Patrice Caro : Etudiant D.E.A. Dijon

Dominique Castaner : 8 rue de la Capelane
Saint Bres
34670 Baillargue

Claude Claveau : Société du canal de Provence
B.P. 100
13603 Aix en Provence

François Costa : 8 cours Napoléon
B.P. 309 La Solferino
20000 Ajaccio

Marie-Hélène Da Costa :
Elève technicien forestier.
E.N.I.T.E.F. Les Barres

Jean-François Desbouis : Service forestier D.D.A.F. Corse du Sud
8 cours Napoléon
20176 Ajaccio

Patrice Devos : Institut développement forestier
23 av Bosquet
75007 Paris

Gabriel Dideron : Forestier
La Guillaumette
30600 Vauvert

Marc Dimanche : Place Chaptal
Maison de l'agriculture
34076 Montpellier cedex

Jean Douheret : C.R.P.F. Provence-Alpes-Côte d'Azur
7 impasse Ricard Digne
13004 Marseille

Louis-Michel Duhén : C.R.P.F. Provence-Alpes-Côte d'Azur
7 impasse Ricard Digne
13004 Marseille

Christian Dupraz : I.N.R.A. - LECSA
Montpellier. animateur
Place Viala
34060 Montpellier

Christophe Fauveau : Sté Forêt Future
7 Bd Gambetta
83390 Cuers

Jean-Paul Gambier : Agence foncière de l'Hérault
Hôtel du département
34087 Montpellier

Jean Luc Guitton : CEMAGREF
Auvergne
Groupement de Clermont Ferrand
Laluas
63200 Riom

Jean Guerrieri : SAFER Languedoc-Roussillon
B.P. 1205
34010 Montpellier

Mohamed Khatouri : Institut agronomique Hassan II Maroc
B.P. 602
Rabat - Maroc

J.L. Maigrot : I.N.R.A. SAD Dijon D.E.A.

Robert Marill : Société du Bas Rhône Languedoc
Parc Agropolis - Montferrier sur Lez
34094 Montpellier cedex 2

Bruno Mariton : C.R.P.F. Pyrénées Orientales
19 rue de la Grande Bretagne
66025 Perpignan cedex

Charles Marquis : Société études sciences nature de Vaucluse
Courtine
Le Respelido
Chemin des Vanniers
84000 Avignon

Pierre Maurel : CEMAGREF
Montpellier D.E.A.

Paul Maurin : SOFOEST
Z.I. du roubian
13150 Tarascon

Dan Nahmias : K.K.L. Israël
18 bis rue Violet
75015 Paris

Michel Neveux : A.N.C.R.P.F.
34 rue Hamlin
75016 Paris

Jean-Charles Pavia : C.I.C.B.L.
B.P. 344
13271 Marseille cedex 08

Serge Peyre : Syndicat des propriétaires forestiers des Pyrénées Orientales
2 rue Lamartine
66600 Cases de Penes

Michel Ribard : I.N.R.A. - LECSA
Montpellier
2 Place Viala
34060 Montpellier cedex

Michel Rolland : C.R.P.F. Vaucluse
Maison de l'Agriculture
B.P. 734 Cantarelle
84034 Avignon

Mordechai Rouah : K.K.L. Israël
18 bis rue Violet
75015 Paris

Steven Schilizzi : I.N.R.A. LECSA
Montpellier
2 Place Viala
34060 Montpellier

Jean Toth : I.N.R.A. Avignon
Av A. Vivaldi
84000 Avignon

Dominique Vial : Co-Animateur
9 rue Guy Mocquet
13001 Marseille

Catherine Zannini : CEMAGREF Le
Tholonet
B.P. 31
13612 Aix en Provence

Summary

The group "**low areas, plains and valleys**" had chosen, during the Meetings in Avignon, to think over the opportunity of implanting cultures of trees for wood on agricultural grounds now lying fallow or risking to become fallow.

Who, only ten years ago, could have imagined that rich arable lands in the rarest places of the Mediterranean area, would one day no longer find buyers? If areas of vineyard restructuration are the most concerned, fallow plains can be seen a little everywhere in the countryside, in connexion with a declining agricultural activity.

The group has taken interest to the situations in which the land patrimony is managed by owners without classical agricultural project, without opportunity of speculation on grounds and thus where the future will necessarily deal with an agricultural use, or forest or the management of a natural fallowed area.

The implantation of trees on areas doomed to the end of an agricultural activity, needs a more and more direct dialogue between people of agriculture and people of forest: the Meetings have allowed the first beginning of this dialogue.

In order to measure better the importance of this phenomenon in the Mediterranean area, the group has first chosen to listen to owners' witnesses, cultivators or not, facing the choice of the future of their agricultural lands. The tour, on the site, has allowed to everyone to realize, in real size, the running evolution.

And so, Mr Ferrie (from the surroundings of Beziers), Mr Boudon de la Roquette (Portiragnes - Valley of the Herault), Mr Bonis (From the Vignières - Vaucluse), Silhol (Valley of the Cèze - Gard), Colmant (Domaine de la Piboulette - Ile du Rhône), Mr Nougier (Bédarrides - Vaucluse) have explained their choice and presented the difficulties they have met and the techniques applied.

The legal situations and the problems concerning the lands are very different and the results very heterogeneous. It is impossible to make a composite picture of the owner "trees planter" on agricultural lands as the studied situations are more concerned with a local problematic than a general behaviour.

The proprietors are generally helped in their technical and economical reasonings by technicians of the forest and agents of the local development. On the whole, some Départements have led synthetical works allowing to measure the importance and the nature of the social demand in the field of rewooding Mediterranean agricultural lands. Again, the diversity of situations is underlined by responsible people of the Département of the Vaucluse (Michel Rolland - CRPF), of the Gard (Jean-Pierre Renaud - DDAF), of the Hérault (Jean-Paul Gambier - Agence Foncière de l'Hérault; Steven Schilizzi - INRA, Montpellier; F. Gonzales - Fédération des caves coopératives). If the Département of the Bouches du Rhône has been trying for a few years to create a link between the cultivator and the tree through the raising of wind-breaker hedges, it is established that the owners do not take any interest to planting trees on agricultural lands, a proof that this demand do not exist in areas of strong pressure on grounds (Max Lefevre-Chambre d'Agriculture).

Once the decision is taken to turn an agricultural plot into a culture for trees for wood, what are the technical possible choices? The lack of references is strongly felt and the Meetings have allowed to set a first range of them, from results taken on the different known sites. Specific difficulties of the reforestation of Mediterranean agricultural lands can be seen through communications of Pierre Rutten, a pedologist (thoughts on problems laid by the re-establishment of the production of forest on grounds given up by the culture); of Mr Ganaresi, Mr Bernabe, Mr Minotta of the Istituto di Coltivazioni Arboree, Università di Bologna (Comparison between several techniques of preparation of the ground for a reforestation of agricultural given up lands of the Northern Appennins/Italy/coming from clayey rocks); of Franco Favilli from the Istituto di Microbiologia Agraria e Tecnica, Università di Firenze (Microbial ecology and rehabilitation of the marginal lands); of Mr Bailly and Mr Drouin, AFOCEL (technical aspects of reforestations of fallow lands - the plastic straw bottoming in the Mediterranean reforestations).

However, three optional plantations of trees for wood in agricultural

lands can be defined, referring to the length of the rotation:

- plantations with a very short revolution (about ten years): poplar culture and coppice with a short revolution for the biomass. In these two cases, we need the presence of a sheet of water that the roots of the trees can reach.

Poplar culture is the object of an important documentation and we approach it here only through its extension to the Département of the Hérault (Evolution of the culture of poplar in the Hérault: analysis of the motivations and economical balance-sheet / Régis Demarcastel - Expert on lands).

Coppices with a short revolution are the object of works by the cellulose forest Association (specialised ligneous culture: attempts to valorise by forest an area of sewage from a distillery / A. Bailly and G. Drouin - AFOCEL) and of concrete propositions to farmers by the Cellulose du Rhône (Project of forest by the Cellulose du Rhône et d'Aquitaine around its factory of Tarascon / Paul Maurin).

- Plantations of broad leaved trees with precious and quick growing hard wood (age to be exploited: 30 to 50 years). This option is the object of works both in the Mediterranean area (culture of broad leaved trees with precious wood in grazed orchards on agricultural lands of the Languedoc-Roussillon / Christian Dupraz - INRA LECSA Montpellier and Michèle Lagacherie CRPF Languedoc-Roussillon) and in non Mediterranean areas (experiments of agroforestry in the Auvergne area/Jean-Luc Guitton - CEMAGREF, Clermont-Ferrand).

- Plantations of resinous trees with a quick growing (age to be exploited: 30 to 80 years). The arboretum of Courtine (Mr Marquis), and the works of the INRA (valorisation of the plantation of forest of old cultivated lands / Jean Toth - INRA, Station de sylviculture Méditerranéenne of Avignon), and some of the works by the AFOCEL all go in this direction.

- Whatever the type of plantation chosen, the major problem in the Mediterranean area becomes the protection of the new plantation against fire and game and livestock and adventitious events. Experiments going on take in account each of these factors.

The fact of using agricultural grounds to cultivate wood, overthrows sceneries, upsets minds and obliges thoughts and dialogue. An institutional look is necessary to face the future: if the political decision is taken not to leave agricultural grounds in fallow lands and to help farmers who wish to afforest, it will be necessary to take inciting measures in the field of fiscality and in legal or social field. The last stage of thoughts of the group leads us to the Agriculture-Forest interface and allows to open a dialogue.

The Commune agricultural policy has been seeking for a long time to lessen the surfaces of productive lands in order to limit an overproduction of certain agricultural products. Afforestation of agricultural lands seems to be one of the most secure means but the present measures in force do not appear as being inciting (EEC and afforestation of agricultural lands / Robert Marill - Compagnie Nationale d'Aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc). The French government is looking for a consensus in this field (A point on the national policy in the field of reforestation of agricultural lands / Dominique Péliissié - Ministère de l'Agriculture et de la Forêt DERF).

Besides, it is still too early to tell if the reform of the MSA contributions (The MSA and people of the forest/Mr Caizergues) will suppress the present difficulties of the owners of agricultural lands who wish to make afforestations. As for fiscal rules now in force, they do not either make afforestations of agricultural lands easier. (Fiscality and exploitation of the forest / Direction des Services Fiscaux du Vaucluse). In conclusion, the group has opened a dialogue Agriculture-Forest thanks to the remarks of Mr Armangue (President of the Union of forest owners in the Pyrénées Orientales, an agricultural owner in charge of forest at the Chambre départementale and at the Chambre régionale d'Agriculture) and Mr de Demandolx (Président of the Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône and vice-président of the Chambre Régionale). If fallow land is not a good solution from an economical point of view or referring to the scenery, there is no point to propose reforestation of agricultural lands everywhere and in the same conditions. Reorganisations of lands and areas seem essential to help a structural change of the space and then scenery.

We have imagined a new landscape. We don't mean to replace an overproduction by another and the aspect of the quality of products is imperative with real economic objects. Let us wish that our reflexion will contribute to make a real policy appear in this field

Resumen

Cuando los Encuentros de Avignon, se dió como objetivo el grupo "Zonas bajas, llanuras y valles": reflejar sobre la oportunidad de implantar cultivos de árboles para el aprovechamiento de la madera en tierras agrícolas entonces en baldío o en vía de serlo.

Unos 10 años antes apenas, ¿quién hubiera imaginado que tierras cultivables ricas, ahí donde son más escasas en zona mediterránea, llegue un día en que nadie las quiera? Si las zonas de restructuración de la viña están más tocadas, los baldíos de las llanuras aparecen un poco en todas partes en el paisaje, ligados a una actividad agrícola que va disminuyendo.

El grupo se interesó a las situaciones de la gestión del patrimonio terruño por los terratenientes que no tenían proyecto agrícola clásico, sin posibilidad de especulación fundiaria y claro en que el porvenir pasa obligatoriamente por un aprovechamiento agrícola, forestal, o una gestión de un espacio natural en baldío.

La implantación de árboles en lugares dedicados al principio a una actividad agrícola, necesita un diálogo cada vez más directo entre los que se ocupan del dominio forestal y los del dominio agrícola: los Encuentros han permitido el comienzo de ese diálogo.

Para cercar el tamaño de ese fenómeno en la zona mediterránea, en primer lugar el grupo escuchó testimonios de propietarios agricultores o no, confrontados a la escaja del porvenir de sus tierras agrícolas. La visita sobre el terreno permitió a cada uno de darse cuenta, a la escala real, de la manera que evolucionan las cosas.

Es así pues, que los Señores Ferrie (région del Biterrois), Bourdon la Roquette (Portiragnes-Vallée de l'Hérault), Bonis (Régions des Vignières), Silhol (Vallée de la Cèze - Gard), Colmant (Domaine de la Piboullette-Ile du Rhône), Nougier (Bedarides-Vaucluse), dieron las razones de su escaja propia, de las dificultades a las cuales se han confrontado, las técnicas puestas en obras.

Las situaciones jurídicas y fundiarias son muy diversas y los resultados logrados muy heterógenos. Es imposible establecer el "retrato-tipo" del propietario "plantador de árboles" en tierras agrícolas ya que pertenecen las situaciones evocadas más a la problemática local que a un comportamiento generalizado.

Los técnicos forestales y los agentes de desarrollo locales ayudan de una manera general a los propietarios en su raciocinio técnico y económico. Globalmente, unos distritos han hecho trabajos de síntesis que permiten de medir el tamaño y la

naturaleza del pedido social respecto a la repoblación forestal de las tierras agrícolas mediterráneas. Es aún la diversidad de las situaciones que subrayan los responsables de los distritos del Vaucluse (Michel Rolland - CRPF), del Gard (Jean-Pierre Renaud - DDAF), del Hérault (Jean-Paul Gambier - Agence foncière de l'Hérault; Steven Schilizzi - INRA Montpellier; F. Gonzales - Fédération des caves coopératives) Si el distrito de Bouches du Rhône tenta desde unos años de crear un vínculo entre el agricultor y el árbol a través de la realización de cortavientos, se averigua que no se interesan los propietarios a las plantaciones de árboles en tierras agrícolas, prueba que ese pedido no existe en las zonas de grande presión fundiaria (Max Lefevre - Chambre d'Agriculture).

Una vez que se toma la decisión de convertir una parcela agrícola en cultivo de árboles para la madera. ¿Cuáles son las diferentes posibilidades técnicas? La ausencia de referencias se reciente crucialmente y los Encuentros han permitido establecer una primera serie de posibilidades de técnicas a partir de resultados recogidos en diferentes sitios conocidos.

Las dificultades específicas de la repoblación forestal de las tierras agrícolas mediterráneas aparecen a través las comunicaciones de Pierre Rutten, pédologo (Reflexiones sobre los problemas que plantea el establecimiento de una producción forestal en tierras abandonadas por los cultivos); de los Señores Bagnaresi, Bernabe, Minotta del "Istituto di Coltivazioni arboree, Università di Bologna" (Comparaison entre diferentes técnicas de preparación del suelo para la repoblación forestal de terrenos agrícolas abandonados del Apenino Septentrional -Italia- Provenientes de Suelos arcillosos); de Franco Favilli del "Istituto di Microbiologia Agraria e Tecnica, Università di Firenze" (Ecología microbiana y rehabilitación de las tierras marginales); los Señores Bailly y Drouin, Afocel (Aspectos técnicos de las repoblaciones de los baldíos - El empajamiento plástico en las repoblaciones forestales mediterráneas).

Sin embargo, se pueden definir tres opciones de plantación de árboles para la madera en tierras agrícolas a partir de los períodos de cortas:

- plantaciones de cortos períodos de cortas (más o menos 10 años): popicultura y monte bajo de cortos períodos de corta para la biomasa. Para esos dos casos, se requiere la presencia de una reserva fríasica accesible por las raíces de los árboles.

La popicultura beneficia de una abundante documentación y sólo abordaremos aquí este asunto por medio de su extensión en el distrito

del Hérault (Evolución del cultivo del álamo en el Hérault; análisis de las motivaciones y balance económico - Régis Demarcastel - Perito territorial).

Los montes bajos de cortos períodos de cortas dan lugar a estudios por la Asociación forêt - Cellulose (la cultura leñosa especializada - ensayos de valorización forestal de una zona de dispersión de las aguas residuales de destilaría - A. Bailly y G. Drouin - Afocel), también dan lugar a proposiciones concretas para los agricultores de la parte de Cellulose du Rhône (Proyecto selvícola de la Cellulose du Rhône et d'Aquitaine a vuelta de la fábrica de Tarascon - Paul Maurin).

- Plantaciones de frondosos de madera preciosa y de crecimiento rápido (edad del turno : 30 a 50 años). Esta opción da lugar a obras a la vez en zonas mediterráneas (cultivo de frondosos de madera preciosa en verjeles pastados en tierras agrícolas del Languedoc Roussillon - Christian Dupraz - INRA LESCA Montpellier y Michèle Lagacherie - CRPF Languedoc Roussillon) y en zonas que no son mediterráneas (Experimentaciones de agrodasomía de la región de Auvergne - Jean-Luc Guitton - CEMAGREF Clermont Ferrand).

- Plantaciones de resinosos de crecimiento rápido (edad del turno 30 a 80 años). El arboreto de Courtine (Sr Marquis), las obras del INRA (Valorización de la plantación forestal de los terrenos cultivados antiguamente - Jean Toth - INRA, station de sylviculture méditerranéenne d'Avignon), algunas obras de Afocel van en ese sentido.

Cualquier que sea el tipo de plantación escogido, el problema mayor en zona mediterránea es de proteger la nueva población forestal : protección contra los incendios, contra la caza, contra el ganado y contra los adventicios ; Las experimentaciones puestas en obra toman cuenta de cada uno de esos factores.

Utilizar tierras agrícolas para realizar cultivos de madera trastorna los paisajes, trastorna los espíritus, obliga a reflejar y a dialogar. La mirada institucional es necesaria para encarar el porvenir : si se toma la decisión política de no dejar en baldío las tierras agrícolas y de ayudar a los explotantes que desean repoblar, se tendrá que poner en obra unas medidas incitativas en materia de fiscalidad, en materia jurídica o sociales...

La última etapa de las reflexiones del grupo nos lleva a la interface Agricultura-Bosque y nos permite de abrir el diálogo.

La Política Agrícola Comuna busca desde mucho tiempo a disminuir las superficies de las tierras productivas para limitar la sobreproducción de ciertos productos agrícolas. Aparece la repoblación de las tierras

agrícolas como uno de los medios los más seguros pero las medidas actualmente en vigor no aparecen incitativas, (la CEE y la repoblación de las tierras agrícolas - Robert Marill - Compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc). El estado francés está buscando un consenso en la materia, (el punto sobre la política nacional en materia de repoblación de las tierras agrícolas - Dominique Pelissie - Ministère de l'Agriculture et de la forêt - D.E.R.F.).

Por otra parte, es demasiado temprano todavía para decir si la reforma de las cotizaciones MSA (la MSA y los forestales - Sr Caizergues) suprimirá las dificultades actuales de los propietarios de tierras agrícolas que desean realizar repoblaciones. Encanto a las reglas fiscales actualmente en vigor, tampoco facilitan la repoblación de las tierras agrícolas (Fiscalidad y explotación del bosque - Direction des Services Fiscaux du Vaucluse).

Para concluir, el grupo abrió el diálogo Agriculture-Forêt gracias a las intervenciones del Señor Armangue (Presidente del sindicato de los propietarios forestales de los Pirineos Orientales, terrateniente, encargado del bosque en la Chambre départementale y en la Chambre régionale de l'Agriculture), y del Señor De Mandolx (Président de la Chambre d'Agriculture 13 y vice-Président de la Chambre régionale). Si el baldío no es una buena solución, tanto desde el punto de vista económico como para el paisaje, nadie piensa en proponer la repoblación de las tierras agrícolas por todas partes y segundo las mismas condiciones. Unas reorganizaciones fundiarias y unos zonajes aparecen indispensables para ayudar a la transformación estructural del espacio y del paisaje.

Hemos imaginado un nuevo paisaje. No se trata de dar lugar a una sobreproducción en vez de otra y se impone la calidad de los productos con objetivos económicos reales. Hay que desear que nuestra reflexión contribuya a la emergencia de una verdadera política en la materia.

Riassunto

Il gruppo "zone basse, pianure e valli" si è dato come obiettivo durante quei incontri di Avignone, di riflettere all'opportunità dell'impinato di colture di alberi da legno su terre agricole attualmente incolte o che rischiano di diventarlo.

Fanno soltanto dieci anni, chi avrebbe immaginato che terre coltivabili ricche, là dove sono scarse in zona mediterranea, possano un giorno più trovare prenditore ? Se le zone di risemantizzazione del vigneto sono le più

toccate, le sodaglie di pianura appaiono un poco dappertutto nel paesaggio, legate a un'attività agricola in perdita di velocità.

Il gruppo si è interessato alle situazioni di gestione del patrimonio fondiario da proprietari senza progetto agricolo classico, senza possibilità di speculazione fondiaria e dunque in cui l'avenire passa necessariamente per un uso agricolo, forestale, o una gestione di uno spazio naturale diventato incolto.

L'impianto di alberi su spazi votati alla debuta all'attività agricola, necessita un dialogo sempre più diretto tra l'ambiente forestale e l'ambiente agricolo : gli incontri hanno permesso l'avvio di questo dialogo.

Affine di accerchiare meglio l'ampiezza di questo fenomeno nella zona mediterranea, il gruppo ha scelto da prima di ascoltare testimonianze di proprietari, agricoltori o no, confronti alla scelta del diventare delle loro terre agricole. Il giro sul terreno ha permesso a ognuno di rendersi conto, in grandezza naturale, dell'evoluzione in corso.

È così che i signori Ferrie (region di Béziers), Boudon de la Roquette (Portiragnes valle de l'Hérault), Bonis (Regione delle Vignières - Vaucluse), Silhol (valle della Cèze - Gard), Colmant (Fondo della Piboulette - Isola del Rodano), Nougier (Bédarrides - Vaucluse) hanno presentato le ragioni della loro scelta, le difficoltà incontrate e le tecniche messe in opera.

Le situazioni giuridiche e fondiarie sono molto diverse e i risultati ottenuti sono molto eterogenei. Non è possibile stabilire l'identikit del proprietario "piantatore di alberi" in terre agricole tanto le situazioni evocate dipendono più della problematica locale che di un contegno generalizzato.

I proprietari sono generalmente aiutati nel loro ragionamento tecnico e economico dai tecnici forestali e dagli agenti di sviluppo locali. Globalmente alcuni dipartimenti hanno condotto lavori di sintesi che permettano di misurare l'ampiezza e la natura della domanda sociale in materia di rimboschimento di terre agricole mediterranee. E ancora la diversità delle situazioni che sottolineano i responsabili dipartimentali del Vaucluse (Michel Rolland - CRPF), del Gard (Jean-Pierre Renaud - DDAF), dell'Hérault (Jean-Paul Gambier - agenzia fondiaria dell'Hérault ; Steven Schilizzi - INRA Montpellier ; F. Gonzales - Federazione delle cantine cooperative). Se il dipartimento delle Bouches-du-Rhône tenta da alcuni anni di creare un legame tra l'agricoltore e l'albero attraverso la realizzazione di siepi frangivento, si rivela che i proprietari non s'interessano alle piantazioni di alberi nelle terre agricole, prova che questa domanda non

esiste nelle zone da forte pressione fondiaria (Max Lefevre - Camera di Agricoltura).

Una volta presa la decisione di convertire una particella agricola in una coltura di alberi da legno, quale sono le scelte tecniche possibili? L'assenza di referenze si fa risentire crudelmente e gli Incontri hanno permesso di stabilirne una prima serie cominciando dai risultati registrati sui parecchi siti conosciuti.

Le difficoltà specifiche del rimboschimento delle terre agricole mediterranee appaiono attraverso comunicazioni di Pierre Rutten podologo, (Riflessioni sui problemi posati dal ristabilimento di una produzione forestale sulle terre abbandonate dalla coltura); de Signori Bagnaresi, Bernabe, Minotta dell'Istituto di Colture arboree, Università di Bologna (Paragone tra diverse tecniche di preparazione del suolo per il rimboschimento dei terreni agricoli abbandonati dell'Apenino settentrionale (Italia) provenendo di rocce argillose); di Franco Favilli dell'Istituto di microbiologia Agraria e tecnica, Università di Firenze (Ecologia microbiana e riabilitazione delle terre marginali); dei Signori Bailly e Drouin AFOCEL (aspetti tecnici dei rimboschimenti delle sodaglie. La pacciamatura plastica nei rimboschimenti mediterranei).

Tuttavia tre opzioni di piantagione da legno in terre agricole possono essere definite dalla durata della rotazione:

- Piantagioni di molto corta rivoluzione (10 anni circa) coltura del pioppo e ceduo di rivoluzione corta per la biomassa. Per questi due casi, la presenza di una falda accessibile ai radici degli alberi è richiesta.

la coltura del pioppo beneficia di una documentazione abbondante e l'intavoliamo qui soltanto attraverso la sua estensione nel dipartimento dell'Herault (Evoluzione della coltura del pioppo nell'Herault; analisi delle motivazioni e bilancio economico / Region Demarcastel) esperto fondiario).

Le cedue a rivoluzione corta sono materia a lavori dell'associazione forestale di una zona di spargimento di effluente di distilleria / A. Bailly e G.

Drouin / AFOCEL) e di proposizione concreta agli agricoltori dalla Cellulose du Rhône (Progetto silvicolo della Cellulose du Rhône et d'Aquitaine intorno alla sua officina di Tarascon / Paul Maurin).

- Piantagioni di latifoglie da legno prezioso e a crescita rapida (età di sfruttabilità: 30 a 50 anni). Questa opzione è materia a lavori insieme in zona mediterranea (coltura di latifoglie da legno prezioso in frutteto pascolato sulle terre agricole del Linguadoca-Rossiglione, Christian Dupraz - INRA LESCA Montpellier e Michèle Lagacherie CRPF - Linguadoca-Rossiglione) e in zona non mediterranea (esperienze di agroforesteria delle regioni Alvernia / Jean-Luc Guitton - CEMAGREF Clermont-Ferrand).

- Piantagioni di resinosi a crescita rapida (età di sfruttamento: 30 a 80 anni). L'arboreto di Courtine (Signore Marquis), i lavori dell'INRA (Valorizzazione della piantagione forestale degli anziani terreni coltivati) Jean Toth - INRA, Stazione di silvicoltura mediterranea di Avignone, certi lavori dell'AFOCEL vanno in questo senso.

Qualunque sia il tipo di piantagione ritenuto, il problema maggiore in zona mediterranea diventa la protezione del nuovo popolamento: protezione contro l'incendio, contro la selvaggina o il bestiame, contro i selvatici. Le sperimentazioni in corso tengono conto di ciascuno di questi fattori.

Utilizzare terre agricole per realizzare colture di legno sconvolge il paesaggio sconvolge gli spiriti, impone la riflessione e il dialogo. Lo sguardo istituzionale è necessario per considerare l'avvenire: se la decisione politica di non lasciare incolte le terre agricole e di aiutare i conduttori che desiderano imboschire è presa, bisognerà mettere in opera misure incitative in materia di fiscalità, in materia giuridica o sociale... L'ultima tappa delle riflessioni del gruppo ci conduce all'interfaccia Agricoltura-Foresta e ci permette di aprire il dialogo.

La politica agricola comune cerca da molto tempo di diminuire le superficie delle terre produttive per limitare la sovrapproduzione di certi prodotti

agricoli. Il boschimento delle terre agricole sembra un modo tra i più sicuri ma le misure attualmente in vigore non appaiono come essendo incitative (la C.E.E. e il rimboschimento delle terre agricole / Robert Marill - Compagnia nazionale di sistemazione della regione del basso Rodano e della Linguadoca). Lo stato francese ricerca un consenso in questa materia (Il punto sulla politica nazionale in materia di rimboschimento delle terre agricole / Dominique Pélissier - Ministero dell'Agricoltura e della foresta - DERF).

D'altronde, è ancora troppo presto per dire se la riforma delle quote MAS (la MSA e i forestali / Signore Caizergues) sopprimerà le difficoltà attuali di proprietari di terre agricole che desiderano realizzarci rimboschimenti. In quanto alle regole fiscali attualmente in vigore, non facilitano neppure il rimboschimento delle terre agricole (fiscalità e sfruttamento della foresta / Direzione dei servizi fiscali di Vaucluse).

Per concludere, il gruppo ha appreso il dialogo agricoltura/foresta grazie agli interventi del signore Armangue (Presidente del sindacato dei proprietari forestali delle Pyrénées Orientales, proprietario agricolo, incaricato della foresta alla camera dipartimentale e alla camera regionale di Agricoltura, e del Signore de Demandolx (Presidente della camera di agricoltura delle Bouches-du-Rhône e vice-presidente della camera regionale). Se il sodaglio non è una buona soluzione, tanto di un punto di vista economico come paesaggiero, non è questione di popovire il rimboschimento delle terre agricole dappertutto e secondo le stesse condizioni. Reorganizzazioni fondiarie e zonaggi appaiono indispensabili per aiutare la trasformazione strutturale dello spazio e del paesaggio.

Abbiamo immaginato un paesaggio nuovo. Non si tratta di sostituire una sovrapproduzione per un'altra e il merlo della qualità dei prodotti s'impone con reali obiettivi economici. Desideriamo che la nostra riflessione contribuisca all'emergenza di una vera politica nella materia.